

# Cure D'opposition Humaniste

En optant pour l'opposition à tous les niveaux de pouvoir, le CDH rouvre le jeu en Wallonie et à Bruxelles.

**L**es électeurs nous ont adressé un signal de sanction. » « Notre poids politique ne nous permettra plus de peser. » « L'heure est venue de nous réinventer. »

Ainsi le président du CDH, Maxime Prévot, a annoncé mercredi que son parti avait choisi l'opposition à tous les niveaux de pouvoir (fédéral, Régions et fédération Wallonie-Bruxelles) pour les cinq prochaines années.

Cette décision humaniste rebat totalement les cartes pour la formation de la coalition wallonne. Par effet domino, elle pourrait rouvrir le jeu à Bruxelles aussi. Au fédéral, l'impact potentiel semble moindre.

En Wallonie, le CDH pouvait composer une majorité gouvernementale avec le PS et Ecolo, mais aussi avec le MR et Ecolo voire avec le PS et le MR. Ces coalitions sont désormais exclues. Si l'on considère encore que le MR et le PTB sont irréconciliables, trois scénarios d'alliance restent possibles : PS-MR, PS-MR-Ecolo et PS-Ecolo-PTB.

A Bruxelles, la situation est également rouverte. Le PS reste maître du jeu mais beaucoup moins sans le CDH. Car le MR pourrait lier sa participation au pouvoir en Wallonie à une présence dans l'exécutif bruxellois. Ecolo et le

## En choisissant l'opposition, le CDH rouvre le jeu en Wallonie et à Bruxelles

Le CDH a tranché : ce sera l'opposition partout. De quoi rouvrir le jeu pour le MR... ou le PTB en Wallonie. Et, par ricochet, à Bruxelles.

**ERIC DEFFET  
BERNARD DEMONTY  
VÉRONIQUE LAMQUIN**

**I**l était un peu plus de 13 heures, mercredi. Caméra en face de lui, Maxime Prévot, un rien préoccupé, annonce la nouvelle que chacun pressentait : son parti fait le choix radical d'une cure d'opposition généralisée. En verve, le nouveau président envoie : « Nous n'aurions pas eu la défaite digne si nous avions choisi le pouvoir. »

Une décision très importante pour son parti, un fameux pari aussi. Mais ses quelques mots ont eu aussi pour effet de bousculer radicalement le jeu de la formation des coalitions qui était à l'œuvre.

En Wallonie, le « champ des pos-

sibles » se réduit comme une peau de chagrin après la décision du CDH de rester dans l'opposition à tous les niveaux de pouvoir. Lundi, après sa rencontre avec le PS, le président Maxime Prévot avait eu recours à cette expression pour signifier que toutes les options restaient envisageables au sein de son parti mais aussi autour de la table

des négociations. Ce mercredi, Elio Di Rupo a repris la formule à son compte, comme un ultime clin d'œil à son homologue humaniste : « Nous continuons à examiner le champ des possibles. » Mais force est de constater que celui-ci fait désormais pâle figure.

En théorie, le CDH pouvait composer une majorité gouvernementale avec le PS et Ecolo, mais aussi avec le MR et Ecolo, voire avec le PS et le MR. Ces coalitions sont désormais exclues. Si l'on considère encore que le MR et le PTB sont irréconciliables, trois scénarios d'alliance restent possibles, pas un de plus compte tenu des forces en présence au parlement régional.

Tout d'abord une bipartite entre le PS et le MR, qui disposent d'une confortable majorité de 43 sièges sur 75. Mais il s'agirait d'une coalition de perdants et, par la voix de Thierry Bodson, la FGTB a déjà fait savoir qu'elle aurait beaucoup de mal à soutenir les socialistes dans une alliance

avec la droite libérale.

Deuxième formule possible : on reprend les deux partis précités et on y adjoint Ecolo, vainqueur du scrutin puisqu'il est passé de 4 à 12 sièges. Mais la difficulté saute aux yeux dans ce cas : les verts ne sont pas indispensables à cette tripartite. Comment penser alors sur la politique gouvernementale ? Ecolo risquerait de jouer les utilités, d'être en permanence un pied dedans, un pied dehors.

Enfin reste la possibilité d'une tripartite progressiste : PS-Ecolo-PTB. Elle obtiendrait 45 sièges sur 75. L'hypothèse peut sembler séduisante, mais il reste à la négocier et le PTB sera en position idéale pour se montrer exigeant puisque sans lui, point de salut à

gauche. Les contacts de lundi entre PS et PTB ont été « francs et constructifs ». Mais on reste loin du compte.

### Un impact sur Bruxelles ?

A Namur, où il poursuivait les consultations avec les représentants de la société civile, Elio Di Rupo s'est montré peu bavard en apprenant le retrait du CDH : « Je respecte cette décision que je n'ai pas à commenter. Le CDH a fait son analyse, je prends acte. Je n'avais pas pressenti cet événement, mais les chiffres sont les chiffres pour ce parti. »

A Bruxelles, le CDH semblait exclu

de la coalition dès le soir des élections : un Olivier CDH-PS-Ecolo (qui n'aurait pas déplu à certains socialistes) ne dispose pas d'une majorité assez confortable (38 sièges sur 72). Tout semblait donc plaider pour l'alliance, pressentie depuis quelques semaines, entre PS, Ecolo et Défi. Mardi soir, pour tenter de garder le CDH dans le jeu, le PS a ouvert la porte à une présence humaniste dans la majorité bruxelloise et un poste à la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Cette option étant désormais écartée, le jeu est rouvert. Parce que le MR

pourrait lier sa participation au pouvoir en Wallonie à une présence au sein de l'exécutif bruxellois. Le parti ne le crie en tout cas pas sur tous les toits. « Notre ambition, c'est de monter dans des gouvernements partout où c'est possible », nous indique-t-on au parti. « Mais après le retrait du CDH, il est encore trop tôt pour déterminer ce qui sera possible. »

Reste que c'est le PS qui reste maître du jeu régional. Beaucoup moins cependant depuis le retrait des humanistes. Le MR, surtout, mais aussi Ecolo et le PTB sont aussi en capacité de

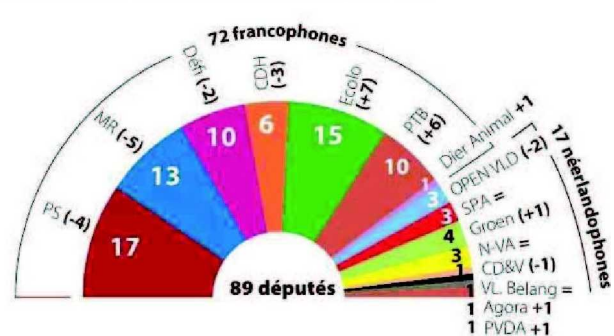
peser dans les deux Régions (et, par ricochet, à la Fédération Wallonie-Bruxelles).

Côté fédéral en revanche, la décision du CDH change peu la donne très compliquée. Avant les élections, ce parti était pressenti pour permettre la reconduction de la suédoise. Mais celle-ci, on le sait, est arithmétiquement impossible. Dans les autres coalitions potentielles, les cinq sièges du CDH ne changent pas la donne. C'est d'ailleurs un des arguments qui justifient le retrait du parti de Maxime Prévot.

### Le nouveau parlement wallon



### Le nouveau parlement bruxellois



## Les raisons de la décision

Ils assurent que la décision a été prise « sereinement », « unanimement », dans une sorte de « soulagement ». Mercredi le CDH a choisi d'aller, à tous les niveaux de pouvoir, dans l'opposition. Au lendemain des élections déjà, chiffre un centriste, c'était l'option retenue par 80 % des humanistes. Après une semaine de réflexion, c'est donc à 100 % que le choix a été posé. Voici pourquoi. M.A.D. ET B.DY

« Les électeurs nous ont adressé un signal de sanction »

D'entrée de jeu, Maxime Prévot reconnaît le « revers électoral sérieux » du CDH ce 26 mai. Un signal de sanction comme il l'appelle, « qui dit que les Bruxellois et les Wallons ne sont pas demandeurs dans une proportion forte que le CDH continue d'assumer des responsabilités ». Et il ajoute : « Plus que jamais, nous devons entendre et accepter le verdict des électeurs. » C'est le premier élément qui explique le choix des humanistes, qui veulent avoir la défaite « digne » et ne pas succomber, disent-ils, à la « tentation des postes ministériels ».

« Notre poids politique ne nous permettra plus de peser »

C'est le deuxième constat centriste, largement partagé : le poids électoral du parti ne lui permettrait plus de peser « de manière significative dans les décisions des gouvernements ». Pire, juge le président Prévot, le CDH « ne servirait que d'alibi ou de caution » à des coalitions sur lesquelles il n'aurait guère de prise. Conclusion présidentielle : « Les électeurs ont souhaité donner la main à d'autres partis. C'est à eux qu'il revient de nouer les compromis utiles. » Des mandataires embraient. « La zone de confort consistait à dire : on sera encore l'appoint, on aura encore un ministre ou un secrétaire d'Etat, mais sans pouvoir être identifié dans nos projets. Dans 5 ans, on aurait eu le même résultat. Si on n'est pas indispensable et qu'on ne peut pas porter notre message avec suffisamment de force, ce n'est pas à nous d'y aller. » « La question centrale est celle de notre légitimité, de notre poids dans un gouvernement pour impulser une politique qui colle à notre ADN », acquiesce la députée fédérale Catherine Fonck. « Avoir des ministres pour mener une politique qui n'est pas notre projet, ça ne va pas. » A Bruxelles, « on n'a plus de groupe politique et au fédéral, on n'a plus de droit de vote en commission ». Il n'y a qu'en Wallonie que l'idée de « faire l'appoint » d'un Olivier (PS-Ecolo-CDH) était dans l'air ; ailleurs, on ne peut guère parler d'offre faite au CDH.

« Pas de CDH désarticulé entre niveaux de pouvoir »

L'idée vivait en interne : c'était dans la majorité ou dans l'opposition partout. Car, estime-t-on au CDH, avoir été dans l'opposition au fédéral et dans la majorité en Régions durant 5 ans a brouillé le message humaniste. « On a vécu une législature assez compliquée avec un CDH un peu désarticulé entre les différents niveaux de pouvoir, avec des partenariats différents, des situations majorité-opposition. Cela n'a pas favorisé la lisibilité de notre message », explique Maxime Prévot. Pas question de revivre l'asymétrie. D'autant, jugent certains, qu'en Wallonie, « PS et Ecolo veulent faire du PTB sans le PTB, ce qui n'est pas notre projet ». Et qu'à Bruxelles, « on n'aurait même pas eu de ministre, mais un secrétaire d'Etat (qui aurait aussi eu un poste à la Communauté française, NDLR) qui aurait été obligé d'appuyer le gouvernement sans participer à ses décisions. » Le CDH n'avait du reste pas droit à un groupe politique à Bruxelles, faute de représenter 10 %. Ils auraient pu obtenir une exception à la majorité, ce qui, dit-on au CDH, a été refusé par Ecolo... qui dément que la question ait été évoquée formellement, tout en signalant que changer un règlement pour des questions d'opportunité était problématique. Donc, pas de groupe politique à Bruxelles. Et pas de droit de vote en commission au fédéral. Des perspectives trop maigres pour le parti.

## « La porte était fermée à Bruxelles »

**Mais cette ultime réflexion n'était même pas nécessaire. Car, expliquent d'autres centristes, à Bruxelles, c'était tout simplement plié pour le CDH : « La porte était fermée (une majorité PS-Ecolo-Défi se profile, NDLR). A partir de ce moment-là, les derniers défenseurs de la participation ont baissé pavillon. » Etant donné l'option « partout ou nulle part », si le parti n'avait plus d'espoir à Bruxelles, le choix de l'opposition se renforçait naturellement.**

## « L'heure est venue de nous réinventer »

**Si le CDH opte pour l'opposition, c'est aussi pour réaliser un « travail de refondation interne et de refonte doctrinale radicale », selon la formule du président. « C'est depuis l'opposition qu'on va pouvoir se construire au mieux », développe un mandataire. « Maxime a dit et redit qu'on doit revoir la doctrine, notre positionnement, notre offre politique, pour mieux l'adapter aux nouvelles réalités, à la polarisation très forte, à l'antipolitisme. »**

**Les centristes espèrent, d'ailleurs, conserver « une force dans l'opposition, puisqu'en Wallonie, on a dix députés et Ecolo douze. » « Etre dans l'opposition n'empêche pas de porter des idées et de faire bouger les lignes », appuie Catherine Fonck. Et d'autres se disent que, s'ils font face à l'arc-en-ciel, cela leur facilitera la vie car « Ecolo sera coincé entre le PS et le MR ».**

**Reste le reproche déjà adressé au CDH par certains, de laisser le pays dans la difficulté au fédéral en choisissant l'opposition. Il a été pris en compte en interne, mais balayé par cet argument : « En quoi le CDH empêche-t-il le pays de tourner ? Avec nos 5 sièges, on n'est nécessaires dans aucune hypothèse de travail. Cela aurait été différent si on savait qu'on comptait sur nous pour contrer le Vlaams Belang, mais on n'est pas indispensables. Et les majorités à Bruxelles et en Wallonie sont faisables avec des partis démocratiques, sans nous. »**

**présidence** Quel est le poids de Maxime Prévot dans la décision ? « Il était pour l'opposition, mais c'est une décision collective »

**MARTINE DUBUISSON**

Un parti qui choisit volontairement l'opposition partout, ce n'est pas courant. Surtout lorsqu'il appartient à une famille politique historiquement habituée à gérer le pays et ses Régions. C'est pourtant le choix qu'a posé le CDH de Maxime Prévot. Alors une question se pose : quel est le poids du nouveau président (il l'est depuis fin janvier) dans cette décision ? Dans quelle mesure l'a-t-il imprimée de sa marque ?

Premier élément indiscutable : cette décision fut collective. Appuyée par le bureau politique. « Maxime a consulté », nous dit-on. « Il n'a pas pris sa décision seul. Il y a eu une vraie réflexion en interne. » Voilà qui tranche, dit plus d'un humaniste, avec le « coup » du 19

juin 2017 de son prédécesseur Benoit Lutgen, qui avait sabordé le gouvernement wallon avec le PS au profit du MR. « Maxime n'a pas fait ça tout seul, dans son coin », nous confie-t-on. « Il n'est pas venu en disant : "J'ai pris la décision, est-ce que vous votez pour ?" »

Au contraire, nous explique-t-on, « Maxime laisse parler et écoute. Au bureau, chacun s'est exprimé librement, sans tabou. Sans que certains soient pilotés à l'avance pour réciter un couplet et que les chiens de garde aboient sur ceux qui apportent de la nuance. Sans que certains soient plus importants que d'autres ou que Wallonie et Bruxelles soient opposés. Il n'y a dès lors pas de frustration en coulisses de gens qui ont soutenu la décision tout en étant contre, comme ce fut le cas le 19 juin. »

Pour laisser chacun s'exprimer, Maxime Prévot a d'abord présenté « la synthèse des arguments, de manière objective. C'était très démocratique. Il a joué cartes sur table. Il n'est pas dans une tour d'ivoire à élaborer, seul ou avec deux communicants, une stratégie. »

Pourtant, dès avant le scrutin, Maxime Prévot avait évoqué la possibilité de l'opposition. Et depuis le 26 mai, c'était bien son option, nous confirmons. « Il voulait aller dans l'opposition et l'annoncer rapidement. La claque est tellement forte qu'il veut faire autre

chose. Avoir les mains libres pour relancer le parti sans être enfermé dans un compromis gouvernemental, d'autant qu'au vu de notre poids électoral, on ne pèserait pas et on devrait avaler des couleuvres. » Outre, ajoute ce témoin, que « Maxime en a marre d'être un nain de jardin dans la négociation, de faire des compromis dans une situation budgétaire compliquée et ce, dans une majorité Olivier qui ira à gauche toute sous la pression du PFB ». Et l'on pointe encore ceci : « Maxime veut assumer l'échec et est sensible au message entendu en campagne selon lequel il ne sert à rien d'aller voter car ce sont toujours les mêmes qui reviennent et qui sont prêts à n'importe quoi pour aller au pouvoir. »

Alors le CDH aurait-il pris une autre décision sous un autre président ? Pas

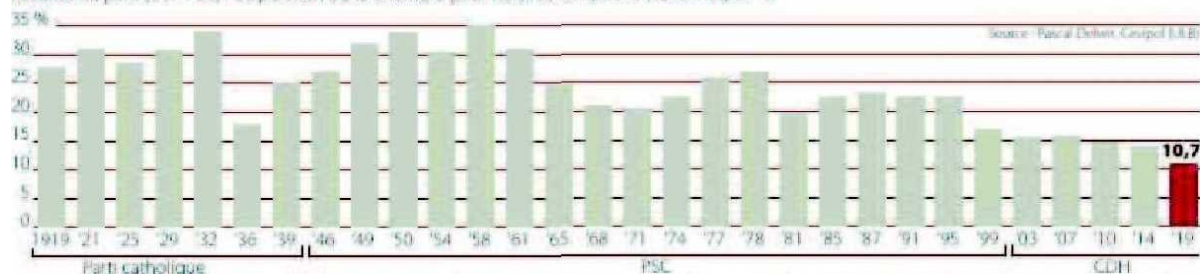
sûr, à entendre les humanistes. « Quel président aurait proposé autre chose que l'opposition, étant donné l'absence d'offre décente à Bruxelles et qu'on voulait aller partout ou nulle part ? », interroge l'un. « Je ne sais pas si la décision aurait été différente avec un autre président car les chiffres sont là », abonde un autre.

#### « Une nouvelle ère »

Quoi qu'il en soit, la méthode Prévot a fonctionné. Personne, d'ailleurs, ne rejette la responsabilité de l'échec électoral sur le président. Au contraire, juge un mandataire, « s'il n'avait pas été là, cela aurait été pire ! Ce n'est pas lui qui a été sanctionné. » Le président, lui, reste optimiste – on ne le changera pas. « C'est une nouvelle ère qui s'ouvre pour le CDH ! », lançait-il mercredi. « Il a une volonté farouche », nous confirment-on, « de se retrousser les manches pour repenser notre projet. On va repartir d'une page blanche, mener une réflexion fondamentale sur le long terme. »

### Le CDH n'était jamais tombé aussi bas

Résultat du parti (CVP/PS, PS, puis CDH) à la Chambre pour les circonscriptions wallonnes, en %.



## ÉDITO

MARTINE DUBUISSON

### Le sens de la responsabilité

Le CDH a donc tranché : il siègera dans l'opposition à tous les niveaux de pouvoir (fédéral, régional et communal) les cinq prochaines années. Derrière ce choix, c'est la question de la responsabilité politique qui est posée. Pour les uns, être responsable, certainement après la carte politique laissée par l'électeur ce 26 mai, ce n'est pas vite se replier sous sa tente en laissant les autres se débrouiller. Mais au contraire mouiller son maillot au nom de la démocratie, et contribuer à une solution acceptable par le plus grand nombre de citoyens. Quitte à ravalier sa fierté et à être le Petit Poucet d'une large équipe. Sur les réseaux sociaux, les humanistes reçoivent déjà des leçons en ce sens. Exemple avec Jean-Michel Javaux qui

tweetait mercredi : « En politique, l'avenir de son pays, sa région, de la collectivité devrait – parfois/souvent/toujours – primer sur l'intérêt de son parti. » Pour les autres, être responsable, c'est écouter l'électeur. Et la sanction infligée

au CDH est claire : il a perdu un tiers de ses députés et n'a pas reçu de mandat pour gérer le pays ou ses entités. Ce n'est pas lui que les citoyens veulent voir en premier aux commandes. En tirer les leçons, dans cette optique, ce n'est pas s'accrocher au pouvoir, mais accepter d'être relégué dans l'opposition. Et poser un geste net en cette période de grand marchandage politique. L'histoire dira laquelle de ces conceptions de la responsabilité était la bonne en 2019. Et si, in fine, le CDH a contribué

à enfoncer ou à aider le pays... et lui-même. Car quand l'intérêt général suppose le sabotage d'intérêts particuliers, en l'occurrence ceux d'un parti, c'est rarement le sabotage qui est retenu... Or, en acceptant de participer à des coalitions sur lesquelles il ne pèserait guère, c'est à une sanction électorale encore plus lourde dans cinq ans que le CDH croit s'exposer. Et il n'est pas suicidaire.

Reste qu'à l'heure de la montée des

populismes et des extrêmes, c'est bien la question de la responsabilité qui est désormais centrale. Quelles coalitions former ? Pour répondre à quels défis de société et quelles demandes citoyennes ? Pour empêcher/favoriser quel type d'évolution institutionnelle ?

Pour éviter quelles dérives ? Ce sont ces questions que les démocrates, tous les démocrates, doivent se poser.

Car c'est à l'aune du sens de la responsabilité que les élus et les partis seront jugés demain, plus encore que le 26 mai. En attendant, le CDH espère influencer les décisions politiques depuis l'opposition, en laissant à d'autres le soin de

gérer le bien public. Lui (sauf à changer d'avis au terme de mois de négociations infructueuses sans lui) s'est mis hors jeu pour cinq ans. Après 126 années de pouvoir social-chrétien au fédéral et 33 sur 38 en Wallonie, c'est un choix historique. Une responsabilité historique. Et l'espoir, au CDH, que ce ne soit pas une erreur historique.